

LES NOUVELLES DU GRIP

*Lettre d'information
du Groupe de recherche
et d'information sur la paix
et la sécurité (GRIP)*

Trimestriel n°69 – 3e trimestre 2013
GRIP - Chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241 84 20
Fax: (32.2) 245 19 33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Ed. resp.: Luc Mampaey
(Dépôt B-Bruxelles X)

Le GRIP (ASBL) est une organisation
d'éducation permanente,
reconnue
et soutenue
par la
Communauté française.



LE CANCER DES GROUPES ARMÉS AU COEUR DE L'INSTABILITÉ AU CONGO

A lors que tous les regards des dirigeants occidentaux sont rivés sur la Syrie, la situation dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et ses millions de victimes ne semblent pas bénéficier de la même attention de la part de nos décideurs et faiseurs d'opinion.

Est-ce l'effet de la lassitude face à un interminable conflit? Après dix-sept ans de guerre à intensité variable, peu d'évolutions notables sont perceptibles: le gouvernement congolais semble incapable de maîtriser la situation dans une région située à plus de mille kilomètres de sa capitale, des groupes armés en profitent pour prendre le contrôle des ressources minières et des axes de communication, et la population continue à vivre dans une insupportable misère. Tandis qu'une petite élite, basée au Congo, dans les États voisins ou dans les pays industrialisés, ne cesse de s'enrichir de manière éhontée.

La «question rwandaise» exportée

Depuis vingt ans, la «question rwandaise» reste au cœur de l'instabilité dans cette partie de la RDC. La raison avancée par Kigali pour justifier le déploiement de ses troupes au Congo, de 1996 à 2002, ou le soutien à divers groupes armés, de 1996 à 2013, est le risque d'un nouveau génocide que ferait courir au Rwanda la présence, au Congo, de membres de l'armée de l'ancien régime rwandais ou de milices ayant participé aux massacres de 1994.

Actuellement, ces derniers sont regroupés au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), tandis que le principal groupe choyé par Kigali est le Mouvement du 23 mars (M23). L'un et l'autre ne semblent compter qu'un bon millier de combattants, mais leur potentiel de déstabilisation pour la région reste immense.

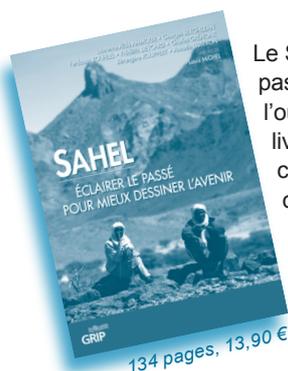
Les FDLR, dont la grande majorité des membres n'ont pu participer au génocide rwandais, ne fut-ce qu'en raison de leur âge de leurs combattants, ne représentent maintenant qu'une faible menace militaire pour le Rwanda. Même si, fin 2012 et en mai 2013, ils ont réussi, pour la première fois depuis plusieurs années, à mener trois raids à l'intérieur du territoire rwandais. Soutenus par l'armée gouvernementale congolaise (FARDC)

(suite en page 2)

© UN Photo/Sylvain Liechi.



Carlos Alberto Dos Santos Cruz, commandant des forces de la MONUSCO, en mission d'observation dans la région de Goma.



Le Sahel ne doit pas retomber dans l'oubli! Puisse ce livre y contribuer car la situation pré-occupante au Mali, ce n'est ni plus ni moins qu'une crise politique majeure de notre temps...

134 pages, 13,90 €



Nos chercheurs SUR LA BRÈCHE

- « Débat interactif sur la Syrie ». Live-chat animé par trois chercheurs du GRIP : **Mélanie De Groof**, **Cédric Poitevin** et **Bérangère Rouppert** sur le site **RTBF Info**. 29 mai.
- « Exportations d'armes wallonnes ». Interview de **Luc Mampaey** par **De Tijd**. 31 mai.
- « Transferts d'armes au Moyen-Orient ». Publication d'un article-opinion de **Fanny Lutz** pour **RTBF Info**. 11 juin.
- « Le rôle du Rwanda sur la scène africaine ». Interview de **Georges Bergezan** par la **Deutsche Welle**. 11 juin.
- « Rôle du Rwanda sur la scène africaine ». Interview de **Georges Bergezan** par la **Deutsche Welle**. 12 juin.
- « Piraterie dans le golfe de Guinée ». Interview de **Michel Luntumbue** par **RFI**. 20 juin.
- « Influence politique de l'armée égyptienne ». Publication d'un article de **Fanny Lutz** sur le site **RTBF Info**. 2 juillet.
- « Débat interactif sur l'Égypte ». Live-chat animé par **Fanny Lutz** sur le site du **Soir**. 3 juillet.
- « Boko Haram au Nigeria ». Interview de **Michel Luntumbue** pour **RFI**. 6 juillet.
- « Les crises sécuritaires en Afrique ». Interviews multiples de **Michel Luntumbue** par le mensuel **Les Afriques - Diplomatie**. Juillet.
- « Affrontements en RDC ». Interview de **Michel Luntumbue** par **Radio Méditerranée**. 16 juillet.

(suite en page 4)



(suite de la page 1)

LE CANCER DES GROUPES ARMÉS...

pour combattre le M23, les FDLR demeurent un prétexte facile pour justifier l'ingérence de Kigali au Congo, et bénéficiaire frauduleusement d'une partie de sa manne minière (or, coltan, cassitérite...).

Quant au M23, il a été fondé en avril 2012 par des déserteurs des FARDC, dont la majorité avait été intégrée en 2009 dans l'armée après la dissolution d'un autre groupe armé, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Dirigé par des Tutsi congolais, comptant dans ses rangs un grand nombre de citoyens rwandais (dont des soldats et démobilisés de l'armée gouvernementale, des ex-FDLR et un nombre substantiel d'enfants), le M23 semble avoir atteint son apogée fin novembre 2012, lorsqu'il s'est brièvement emparé de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Depuis, miné par des dissensions internes (causées notamment par la présence encombrante de Bosco Ntaganda, maintenant emprisonné à La Haye pour crimes de guerre), confronté à une brigade d'intervention robuste – et purement africaine – de la force de maintien de la paix de l'ONU et à des FARDC réorganisées et renforcées, le mouvement semble fort affaibli. Deux attaques sur Goma, en mai et août 2013, ont été repoussées et fait subir au M23 de lourdes pertes. Replié sur le territoire de Rutshuru, limitrophe du Rwanda et de l'Ouganda, il est également engagé, à Kampala, dans un processus de négociation avec le gouvernement congolais. Ayant abandonné sa prétention de renverser ce dernier, il se dit maintenant prêt à désarmer, à condition que les réfugiés tutsis des pays voisins puissent rentrer chez eux et que les FDLR soient « neutralisées ».



Miliciens de tous les pays...

Cependant, l'activité de ces deux groupes ne doit pas faire oublier la présence de dizaines d'autres sur le versant oriental de la RDC. Particulièrement nombreux dans les deux Kivu, on en trouve également en Province orientale et au nord du Katanga. Parmi ceux-ci, on trouve deux groupes d'origine ougandaise, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et les Forces démocratiques alliées (ADF). Si le premier semble actuellement préférer le chaos régnant en Centrafrique pour y mener ses exactions, les ADF, renforcées par des éléments congolais, voire par des Shebabs somaliens, contrôlent une partie de l'extrême-nord du Nord-Kivu. Les Forces nationales de libération (FNL), composées de Hutu burundais, sont actives au Sud-Kivu. Alliées aux restes des FDLR subsistant dans cette province, elles entretiennent l'insécurité le long de la frontière burundo-congolaise et sont combattues par les FARDC et par des groupes armés locaux.

En plus des groupes armés dits « étrangers », de grandes parties de l'Est congolais sont sous la coupe de divers groupes « congolais », dont la plupart se revendiquent, explicitement ou non, du courant « Mai-Mai », réapparu à la fin des années 90 pour résister à l'occupation rwandaise.

En Syrie, l'Union européenne a presque failli être oubliée. Lors de la crise libyenne deux ans auparavant, un Conseil européen extraordinaire avait au moins pu être organisé en toute urgence (mars 2011), avant que les avions de chasse franco-britanniques n'investissent le ciel libyen. La tentative de conférer à l'UE une position commune fut vaine, mais réelle. Face aux possibles frappes contre le régime de Bachar el-Assad, cette peine a désormais été épargnée aux chefs d'État et de gouvernement. Les appels tardifs du président François Hollande pour que la voix de l'Union se fasse entendre n'enlèvent rien au fait qu'initialement, ni lui ni David Cameron n'avaient cru bon porter le dossier à Bruxelles.

L'appel de Catherine Ashton

Malgré sa marginalisation croissante, l'UE n'est toutefois pas complètement absente du théâtre syrien. Souvent critiquée, la Haute Représentante pour la politique étrangère de l'Union, Catherine Ashton, a su cette fois-ci adopter une position intéressante, bien qu'elle soit passée quasiment inaperçue au niveau international. Dans une déclaration publiée au lendemain de l'attaque chimique du 21 août, Mme Ashton avait demandé avec force que le processus diplomatique soit relancé « sans plus attendre » (« *Without further delay* »). « *We must move beyond our differences* » (« nous devons aller au-delà de nos différences »), pouvait-on également y lire.

Une telle prise de position a quelque chose de surprenant, si l'on considère qu'elle semble s'adresser avant tout aux diplomaties européennes et internationales, bien plus qu'aux belligérants sur le terrain. Mais les déclarations belliqueuses britanniques et françaises qui suivront ne semblent pas avoir pris en compte l'appel de Mme Ashton.

La carte que la chef de la diplomatie européenne semblait vouloir abattre sur l'échiquier syrien était celle de la médiation. En fait, la

Constitués très souvent sur une base ethnique, sous le prétexte de « défendre leur communauté », ils sont souvent implantés dans une zone restreinte et la plupart d'entre eux n'ont qu'une existence éphémère. Quelques-uns, par contre, connaissent une certaine durabilité et ont réussi à fédérer des combattants de plusieurs groupes ethniques.

Parmi ceux-ci, le plus important est probablement celui des *Raia Mutomboki* (« citoyens indignés » en swahili). Apparu en 2005 dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) en riposte aux exactions des FDLR, il s'est étendu au reste du Sud-Kivu et au Nord-Kivu dans le courant de 2011, puis, au début 2013, à la province du Maniema. Si son action a sans doute permis d'éradiquer la présence des FDLR sur de larges portions du Sud-Kivu, il s'est également fait remarquer par de nombreuses atrocités à l'encontre des populations hutu de ces régions, voire plus généralement contre les rwandophones (Tutsi inclus, donc). Multiethniques, sans commandement central, ayant absorbé divers groupes Maï-Maï, il serait plus exact de qualifier les *Raia Mutomboki* de conglomérat de groupes armés, aux alliances disparates. Ainsi, au Nord-Kivu, une faction s'est alliée au M23, contre l'ennemi commun que représentent les FDLR, une alliance décriée par les factions du Sud-Kivu, favorables à l'expulsion de tous les groupes armés rwandophones, qu'ils soient alliés ou adversaires du gouvernement de Kigali.

Que faire de ces milliers de combattants ?

En outre, une myriade de groupes de quelques dizaines ou quelques centaines de combattants continuent à écumer les localités et les routes des deux Kivu. Les revendications d'ordre ethnique, politique et sécuritaire ont souvent tendance à s'effacer et certains de ces groupes se muent en bandes criminelles motivées uniquement par la survie et l'enrichissement de leurs membres. Les offres de Kinshasa de les intégrer dans l'armée nationale ne suffiront certainement pas à résoudre le problème, déjà pour la bonne raison qu'un grand nombre de ces nouvelles recrues dé-

sertent au premier motif d'insatisfaction et retournent, avec armes et uniformes, dans le maquis. Le cas du CNDP, « ancêtre » du M23, intégré sans transition dans les FARDC, est particulièrement illustratif à cet égard. Heureusement, un consensus semble

prévaloir, aux pourparlers de Kampala, pour ne pas réinjecter dans l'armée nationale les combattants du M23.

Aucune baguette magique ne résoudra le problème de la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo. Dans l'immédiat, l'usage de la force ne peut être évité. À cet égard, la mise en place de la « brigade d'intervention » onusienne et les capacités visiblement accrues des

(suite en page 4)



La cité de Kitshanga n'est plus que champ de ruines après les affrontements entre l'armée congolaise et un groupe rebelle.



Nos chercheurs SUR LA BRÈCHE

- « Persistance de l'insécurité en Libye ». Interview de **Mélanie de Groof** par la **Deutsche Welle**. 20 août.
- « Politique du Rwanda au Kivu ». Interview de **Michel Luntumbue** par **Radio Vatican**. 30 août.
- « Débat interactif sur la crise syrienne ». Live-chat animé par trois chercheurs du GRIP (**Mélanie de Groof**, **Bérangère Rouppert** et **Cédric Poitevin**) sur le site du journal **Le Soir**. 29 août.
- « Intervention militaire en Syrie ». Interview de **Federico Santopinto** par **L'Express**. 29 août.
- « Légalité d'une intervention en Syrie ». Interview de **Mélanie De Groof** par **La Libre Belgique**. 6 septembre.
- « Diplomatie européenne dans le dossier syrien ». Publication d'un article de **Federico Santopinto** sur le site **RTBF Info**. 6 septembre.
- « Manoeuvres militaires en Méditerranée ». Interview de **Federico Santopinto** par la **RTBF**. 6 septembre.
- « L'Europe face à la crise syrienne ». Citation de **Federico Santopinto** et du GRIP dans le **Wall Street Journal**. 6 septembre.
- « Défis à relever au Sahel ». Interview croisée de **Bérangère Rouppert** et **Antonin Tisseron** par l'Institut Thomas More. 9 septembre.
- « Résolution européenne sur la Syrie ». Interview de **Federico Santopinto** par **RFI**. 12 septembre.



(suite de la page 3)

LE CANCER DES GROUPES ARMÉS...

FARDC constituent un facteur positif. Les progrès enregistrés au niveau de l'armée congolaise, constatés surtout au Nord-Kivu, doivent se poursuivre si le Congo souhaite se doter d'une force à même de dissuader rébellions intérieures et ingérences extérieures. Il ne s'agit pas ici d'accroître ses moyens humains (déjà pléthoriques) et matériels (largement suffisants), mais de former efficacement ses membres, de les motiver en leur donnant des conditions d'existence dignes et de lutter efficacement contre la corruption en son sein.

Sur ce dernier point, il faut souligner que le principal fournisseur d'armes et de munitions des groupes armés n'est autre que les FARDC, parfois pour des raisons stratégiques (nouer des alliances), souvent pour le simple enrichissement d'officiers ou de soldats corrompus ou affamés. Plus largement, la lutte contre la corruption doit s'étendre à tout l'Etat congolais afin qu'il puisse assurer ses missions de défense du territoire et de service de la population. Contrairement aux clichés dominants, cette lutte n'est pas nécessairement illusoire, comme l'a démontré l'action menée, en 1997-1998, par le père de l'actuel chef de l'État, interrompue par l'invasion rwando-ougandaise.

L'entreprise est, certes, de grande ampleur et de longue haleine, mais ce n'est qu'à ces conditions que le pays renouera avec un développement profitant aux plus grandes couches de la société et que ses jeunes, déscolarisés et sans emploi, se détourneront des groupes armés avec l'espoir d'un avenir un peu meilleur que celui de leurs parents.

Georges Bergezan

Un Rapport du GRIP sur les groupes armés congolais est en préparation.

LE MEXIQUE FACE AU CRIME ORGANISÉ

« Des justiciers attaquent la police d'une ville mexicaine » – « Treize corps découverts dans une fosse commune clandestine » – « Arrestation du chef du cartel du Golfe » – « 24 morts dans les États du Michoacan et de Guerrero » – « 22 morts dans une série d'attaques au Mexique ». Voici quelques-uns des titres les plus chocs de la presse française concernant le crime organisé au Mexique en l'espace de quelques semaines durant l'été 2013. Pour un peu, on serait tenté de parler de faits divers. Tenté, uniquement, lorsqu'on connaît un peu l'actualité de ce pays, haut lieu du tourisme international mais également de la criminalité organisée, et en particulier du trafic de drogues, qui l'a entraîné dans une vague de violence brutale, sans précédent.

En « état de guerre » : l'État mexicain contre le crime organisé

Le Mexique connaît une recrudescence de violence depuis 2006, année à partir de laquelle le gouvernement, sous la présidence de Felipe Calderon, a entamé une guerre ouverte contre les narcotrafiquants. Selon de récentes statistiques¹, 120 000 personnes auraient été tuées

1. Cory Molzahn, Octavio Rodriguez Ferreira et David A. Shirk, *Drug Violence in Mexico. Data and Analysis Through 2012*, Trans-Border Institute, février 2013.

L'EUROPE FACE À LA CRISE SYRIENNE (suite)

majorité des chefs d'État et de gouvernement de l'Union se sont montrés jusqu'à présent plus circonspects et prudents que leurs homologues franco-britanniques face au dossier syrien, en gardant une certaine distance par rapport aux parties en conflit. Cette différence notable avait déjà pu être observée lors de l'épineux débat relatif à la levée de l'embargo d'armes au profit des rebelles syriens, en mai 2013.

Des positions diverses

À ce jour, aucun autre pays européen n'a manifesté sa disponibilité à contribuer, ne fut-ce que symboliquement, aux frappes qui pourraient s'abattre contre le régime syrien. Quant au soutien diplomatique à apporter à une telle intervention, il est resté plutôt tiède jusqu'à présent. L'Allemagne a maintenu une position ambiguë, sans doute pour ne pas perturber sa campagne électorale (élections législatives du 22 septembre). Cependant, cette ambiguïté contraste nettement avec l'opposition intransigeante manifestée par Berlin contre l'intervention en Libye il y a deux ans. L'Italie a, quant à elle, adopté une position plus ferme : sa ministre des Affaires étrangères, Emma Bonino, s'est opposée à toute intervention non autorisée par l'ONU, et a manifesté son scepticisme même dans l'hypothèse où le Conseil de sécurité approuverait l'attaque. La Pologne et la République tchèque ont elles aussi manifesté leur scepticisme, alors que l'Espagne est restée longtemps silencieuse. Madrid tend toutefois à soutenir diplomatiquement un allié lorsqu'il est impliqué dans des hostilités militaires. La position de la Suède est particulièrement délicate. Ce pays traditionnellement interventionniste et très attaché au principe de « *Responsibility to protect* », veille également à respecter la légalité internationale. La Belgique a adopté une position similaire. [...]

Federico Santopinto

Extraits d'un article publié initialement le 6 septembre dans la rubrique opinions du site [RTBF Info](#).

rien qu'entre 2007 et 2012, sans compter des milliers de disparus. Le taux d'homicide était de 23,7 morts pour 100 000 habitants en 2010. Si ce taux reste légèrement inférieur à la moyenne régionale (25,9) et nettement en-dessous de celui d'autres pays voisins tel que le Honduras (80 pour 100 000 habitants), il dépasse néanmoins celui de pays en conflit comme l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie ou le Soudan.

Certains parleront d'une crise de la sécurité nationale; d'autres n'hésiteront pas à employer le terme de conflit pour décrire légalement la lutte violente qui se livre au Mexique depuis plusieurs années. Celle-ci

met aux prises d'une part les organisations du crime organisé entre elles, et en particulier les cartels de la drogue, et d'autre part, depuis 2006, l'État et les cartels. Ceux-ci comptent des milliers de membres, attirés par la pluie de dollars générée par les trafics en tout genre, comme



Un baromètre de la narcocriminalité, au Mexique.

celui des substances illicites. Elles exercent une influence sur de larges portions du territoire mexicain en imposant leurs lois, mais également par la corruption des autorités publiques.

Ces organisations criminelles sont ainsi responsables d'une grande partie de la violence évoquée ci-dessus, une violence souvent cruelle et brutale qui leur permet d'instaurer un climat de terreur. En 2012, 45 à 60% des homicides intentionnels portaient les caractéristiques typiques du groupe organisé, soit l'utilisation d'armes automatiques de gros calibre, la torture, le démembrement et des messages explicites (impliquant le crime organisé) retrouvés sur les corps des victimes². Celles-ci sont principalement des membres de cartels rivaux, ces organisations luttant pour le contrôle de territoires, mais également des soldats de l'armée mexicaine envoyés sur le terrain par Calderon, ou des policiers. Parmi les victimes, on décompte également de plus en plus de journalistes et des net-citoyens (bloggeurs) qui osent parler de cette guerre. Selon Reporters sans Frontières, entre 2000 et 2012, 86 journalistes ont été assassinés, 12 ont disparu et 26 étaient en exil ou avaient quitté leur région. Conséquence : de nombreux journalistes pratiquent désormais l'autocensure et évitent délibérément de couvrir la question des narco-trafiquants, par peur des représailles.

Toutefois, les organisations criminelles ne sont pas seules responsables de cette situation terrifiante. Les forces de sécurité se rendent également coupables de graves violations des droits humains : exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, actes de torture³. La confiance de la population mexicaine en ses institutions n'en est que plus érodée, car outre ces dérives, il existe une impunité généralisée à l'égard de ces comportements et, par ailleurs, une corruption répandue au sein des autorités publiques, locales et fédérales.

2. Idem.

3. Amnesty International, Rapport 2013. La situation des droits humains dans le monde.

La guerre disparaît-elle progressivement de notre horizon, ou se métamorphose-t-elle ? Statistiques de diminution globale de la violence dans le monde et perceptions immédiates d'une planète à feu et à sang s'opposent : le premier dossier de la livraison automne 2013 de *Politique étrangère* ouvre le débat sur les diverses formes de violence, leurs évolutions prévisibles, les moyens de les gérer.

La robotique est-elle l'avenir de la guerre ? En particulier, les drones changent-ils la donne des conflits internationaux, en termes techniques, stratégiques, juridiques ou éthiques ? Le deuxième dossier de ce numéro de *PE* envisage toutes les dimensions du débat actuel sur ces drones, devenus ces dernières années les instruments privilégiés de la guerre à distance.

Vingt ans après Oslo et la poignée de main Rabin/Arafat, ce numéro publie un article exclusif de Sari Nusseibeh sur ce qui lui semble être le mirage de l'État palestinien : si cet État ne peut se concrétiser, si l'histoire de la colonisation israélienne va plus vite que celle des négociations, quelles nouvelles solutions de cohabitation peuvent se négocier entre peuples israélien et palestinien ?



À commander en ligne :
www.ladocumentationfrancaise.fr

(suite de la page 5)

LE MEXIQUE FACE AU CRIME ORGANISÉ



Le Secrétaire général de l'ONU à Mexico City pour promouvoir le WMD - We Must Disarm, une campagne pour le désarmement nucléaire. Au pays de Diego Rivera, ce sont surtout les armes légères qui posent problème...

Des armes à feu illégales au cœur de la violence

Dans ce contexte, les autorités mexicaines sont confrontées à un problème de taille : la circulation incontrôlée des armes à feu. Celles-ci sont en effet l'instrument privilégié de cette violence. En dépit d'une législation restrictive, il y aurait 15,5 millions d'armes à feu illicites entre les mains des civils mexicains, alors que les autorités n'en détiendraient qu'environ 1,6 million. N'oublions pas que le Mexique est voisin du plus gros marché d'armes légères : les États-Unis, un pays qui applique l'une des législations les plus permissives au monde en matière de production, vente, achat et possession d'armes par les civils. En 2007, les autorités américaines découvraient l'existence d'un trafic d'armes à destination des cartels de la drogue mexicains.

Selon une étude récente de l'Igarapé Institute et du Trans-Border Institute, entre 106 700 et 426 729 armes à feu ont été achetées annuellement aux États-Unis pour être ensuite détournées, notamment vers le Mexique, sur la période 2010-2012. Néanmoins, il serait erroné de rejeter l'entière responsabilité de cet armement illégal au Mexique sur le voisin du nord. En effet, les stocks de l'armée mexicaine et des pays d'Amérique centrale, gonflés par des années de guerres civiles, représentent une source alternative pour certaines armes militaires non accessibles sur le marché civil nord-américain ; exemple : les grenades à main ou certains fusils d'assaut automatiques.

Si un approvisionnement en armes facile est considéré comme l'une des conditions sous-jacentes à la violence, elle n'est toutefois pas suffisante pour expliquer la situation catastrophique du Mexique.

Une stratégie à repenser d'urgence

La violence liée au trafic de drogues existe depuis longtemps au Mexique. Le pays connaît en effet ce commerce illégal depuis le 19^e siècle, à l'époque de la production de l'opium et de la marijuana dans l'État de Sinaloa. Par la suite, la cocaïne sud-américaine à destination

de l'Amérique du Nord, et en particulier des États-Unis, est passée à travers le pays, par tonnes. Mais la violence était alors restée modérée en comparaison de ces dernières années. La situation a radicalement changé avec l'arrivée au pouvoir du président Calderon, en 2006. Soutenu par les Américains, il a fait de la lutte contre les trafiquants de drogues sa priorité numéro 1, déclarant la guerre aux organisations criminelles et envoyant l'armée dans les zones urbaines pour sévir contre les cartels. Ceux-ci ont répondu par une violence plus grande encore. Si Calderon a récolté quelques succès notamment avec l'arrestation ou la suppression de vingt-cinq des barons de la drogue les plus recherchés et la saisie de plusieurs tonnes de stupéfiants, sa stratégie nationale de lutte contre le crime organisé n'a pas payé.

Enrique Peña Nieto, président depuis décembre 2012, a indiqué qu'au contraire de son prédécesseur, il ne mènerait pas de grandes offensives militaires contre les cartels. Sa stratégie à lui consiste plutôt en une réforme de la police et de la justice, des programmes sociaux notamment à destination des jeunes dans les communautés vulnérables, et la réduction du taux d'homicides.

Le Mexique doit faire face à des défis énormes. Dont la présence sur son territoire d'organisations criminelles qui ont le don de se multiplier, de se procurer des armes militaires et de diversifier leurs activités. Il est bien sûr trop tôt pour évaluer l'efficacité de la nouvelle politique à l'égard de ces groupes criminels. La sauvagerie est telle qu'il faudra du temps avant que la situation ne s'améliore. La violence n'a ainsi pas reculé durant la première moitié de l'année 2013. Et bien qu'il ait promis de retirer la lutte contre les narcos des mains de l'armée pour la confier à la police, le nouveau président a décidé, le 20 mai, de redéployer des militaires dans l'état du Michoacan.

Face à cette situation plus que préoccupante, il apparaît urgent pour le gouvernement mexicain mais aussi ses pays voisins et la communauté internationale dans son ensemble, de continuer à repenser les politiques de lutte contre le crime organisé. Car au Mexique, la violence risque de devenir endémique...

Virginie Moreau

La contribution africaine au maintien de la paix onusien : enjeux et dessous d'un engagement croissant

par Traore Bakary

La participation des pays africains aux opérations de maintien de la paix des Nations unies a démarré en 1960, au Congo. Depuis lors, plus d'une

quarantaine de pays ont envoyé au moins une fois des soldats dans une telle opération, faisant du continent africain le deuxième pourvoyeur humain de l'ONU. Si cette importante contribution aux efforts de paix est à encourager, il faut noter qu'elle est de plus en plus intéressée et présente quelques disparités qu'il est essentiel de relever. À l'image des inégalités régionales et linguistiques observées au niveau de l'origine des contributions africaines. Ces Casques bleus africains sont prioritairement orientés vers des opérations en cours...

Lire la suite sur www.grip.org



© UN Photo/Sylvain Luedji

Depuis plus de 30 ans, nous informons le grand public et les décideurs, de façon à éveiller, entretenir et renforcer un courant d'opinion porteur.

Vous pouvez agir vous aussi.

Soutenez notre action :

en devenant membre

par le versement d'une cotisation annuelle. Être membre du GRIP donne droit au trimestriel « Les Nouvelles du GRIP » ; 15€ - 16€ - 18€

(Attention: les prix indiquent les tarifs, dans l'ordre, pour la Belgique, Autres Europe et Autres Monde)

en achetant

une ou plusieurs publications ;

en vous abonnant

aux « Livres du GRIP » et au trimestriel (le GRIP édite en moyenne cinq ouvrages par an) ; 80€ - 90€ - 95€

en prenant

l'abonnement complet

formule qui donne droit, en plus des livres et du trimestriel, aux « Rapports du GRIP » ; 135€ - 150€ - 160€

en prenant

l'abonnement de soutien

250€ - 250€ - 250€

en effectuant un ***don****

au 000-1591282-94

***Exonération fiscale :**

Le GRIP bénéficie de l'exonération fiscale. Tout don de 40 euros et plus donne droit à une attestation fiscale.

Comment se procurer les publications du GRIP

Tous les ouvrages du GRIP sont vendus en librairie.

Ils peuvent aussi être directement commandés au GRIP.

Envoyez-nous une lettre ou le bon de commande ci-joint – accompagné du paiement – à l'adresse du GRIP
chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles.

Vous pouvez également commander nos publications par téléphone (32.2) 241 84 20 par fax (32.2) 245 19 33 par courriel (publications@grip.org) ou via Internet (www.grip.org).

Modes de paiement

Belgique : virement au compte 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles (BE 87 0001 5912 8294); bulletin de virement.

France : chèque barré, virement au compte 000 0000 87 46 V du Crédit Lyonnais (FR 69 3000 2004 0200 0000 8746 V 12) (Swift CRLYFRPP).

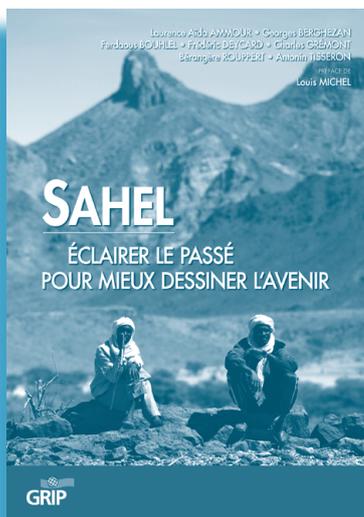
Luxembourg : soit verser au CCP 86464 37 du GRIP à Luxembourg; (LU 97 1111 0864 6437 0000) (Swift CCPLLULL).

Autres pays : virement au BE 87 0001 5912 8294 (BIC Europe: BPOTBEB1) (BIC hors Europe: GEBABEBB).

Crédal SC
partenaire financier



VIENT DE PARAÎTRE !



SAHEL ÉCLAIRER LE PASSÉ POUR MIEUX DESSINER L'AVENIR

L'intervention de l'armée française en janvier 2013 a ramené le Mali sur nos écrans radar. Jusque-là, qui se souciait de cette société aux apparences démocratiques, pourtant gangrenée par une corruption endémique, le clientélisme, des trafics en tous genres? Un pays au coeur de l'Afrique noire et aux portes de l'Europe... happé par la mouvance islamiste. Si l'action militaire a permis de repousser les djihadistes,

l'insécurité gagne du terrain et risque de déstabiliser une bonne partie de l'Ouest africain. En ce sens, le cas malien ne peut être compris qu'en le replaçant dans son contexte régional.

Le présent ouvrage s'inscrit dans cette « vision sans frontières ». Les auteurs – tous des chercheurs, avec une expérience de terrain – nous replongent dans le passé, s'intéressent aux Touaregs du Niger et leurs migrations, à l'enracinement de la criminalité d'État et aux mouvements islamistes au Mali, aux populations nomades du Sahel... D'autres chapitres analysent la politique extérieure de l'Algérie, les politiques de sécurité américaine et européenne, ou encore une expérience originale en Mauritanie: la repentance chez les djihadistes. Un dernier texte est enfin consacré à la question qui s'impose après les récents soubresauts: comment imaginer revivre ensemble?

Le Sahel ne doit pas retomber dans l'oubli! Puisse ce livre y contribuer car la situation pré-occupante au Mali, ce n'est ni plus ni moins qu'une crise politique majeure de notre temps...

Les auteurs : **Laurence Aïda Ammour**, chercheuse associée à l'Institut d'études politiques de Bordeaux et au CIDOB (Barcelone); **Georges Berghezan**, chercheur au GRIP; **Ferdous Boulel**, membre de l'Équipe Monde arabe et Méditerranée de l'Université de Tours; **Frédéric Deycard**, chercheur au Centre d'études de l'Afrique noire (Bordeaux); **Charles Grémont** dirige des travaux à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) de Marseille; **Bérangère Rouppert** (coordinatrice), chercheuse au GRIP; **Antonin Tisseron**, chercheur associé à l'Institut Thomas More (Paris).

Préface de **Louis Michel**, ministre d'État, député européen, chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Mali.

Un livre de 134 pages, 13,90 €. À commander au GRIP.

SUR LES TRACES DES ARMES DANS LE DÉDALE PROCHE-ORIENTAL

Les flux d'armes à destination du Proche-Orient ont fait l'actualité de ces derniers mois: des armes belges retrouvées en Libye et en Syrie, aux stocks d'ex-Yougoslavie transférés par le Qatar à la rébellion syrienne, en passant par un Hezbollah sous embargo dont l'arsenal ne cesse pourtant de gonfler.

La mosaïque proche-orientale est ainsi traversée par de vastes réseaux de trafics et de détournements d'armes. Pour cause, les multiples remaniements des frontières au fil des crises et des conflits qui ont frappé la région, ont laissé derrière eux des zones peu administrées, converties dans certains cas en bastions de trafiquants en tout genre...

Un rapport de **Fanny Lutz**, 39 pages, 7 € – à commander au GRIP.

